



Conférence de presse

Jeudi 11 octobre 2018 à 11h30
Centre Départemental Nelson Paillou - Pau

Mesdames, Messieurs,

Nous avons souhaité vous réunir aujourd'hui 11 octobre 2018 pour vous informer et vous faire part de l'inquiétude et du mécontentement du mouvement sportif.

Le monde sportif français est actuellement traversé par une grave crise qui, malgré l'obtention de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, subit depuis des mois des attaques incessantes. La France affiche des objectifs ambitieux en matière sportive. Les fonctions éducatives et sociales portées par le mouvement sportif dans nos territoires, en lien avec un encadrement de qualité, contribuent avec forces aux missions d'intérêt général et de service public. Notre pays peut devenir une grande nation sportive et peut attendre des effets bénéfiques collectifs, éducatifs, de santé publique et sociaux.

La réalité des moyens alloués est toute autre et les annonces se succèdent sur :

-la diminution des emplois aidés,

-la baisse drastique des subventions d'Etat (CNDS 2018 -22%),

-le détournement des taxes affectées au sport pour combler partiellement le déficit de l'Etat,

-une deuxième année consécutive de baisse conséquente du budget du Ministère des Sports,

En 2017 le budget des sports était de 515 millions d'euros

En 2018, le budget fut présenté en augmentation apparente à 529 millions. Mais ce budget intègre une dotation de 48 millions destinée à l'établissement public SOLIDEO. Les moyens dédiés au soutien du développement de la pratique sont donc en baisse significative, le budget réduit à 481 millions.

La même politique de trompe l'œil est à l'œuvre en 2019. Le projet de budget global s'élèverait à 516 millions. Mais 65 millions sont fléchés pour la SOLIDEO. Les moyens d'intervention pour le soutien à la pratique sont ainsi réduits à 451 millions. Soit une diminution de 12,4% depuis 2017.

(Ces financements des équipements et infrastructures nécessaires aux JOP devraient être affichés distinctement).

Nous en saurons certainement plus lors de la présentation à la commission des finances de l'Assemblée Nationale, présentation qui sera faite conjointement par le Ministre du Budget et la Ministre des Sports, en principe le 23 octobre.

-la suppression annoncée de 1600 postes de cadres techniques et le flou concernant le devenir de quelques 1500 conseillers d'animation sportive, ceux-là même qui s'investissent, à nos côtés pour assurer la promotion, le développement de pratiques éducatives et la formation. (et qui manifestent aujourd'hui devant les Préfectures de Région pour faire entendre leurs inquiétudes).

Bien-sûr que notre département est et sera impacté par ces baisses de financement, cette réorganisation des services de l'Etat. N'oublions pas que le sport c'est de l'emploi direct et indirect (salariés du sport –éducateurs secrétariats.. commerces du sport), de l'économie (achats de matériel, carburant, sociétés de transports, infrastructures), un rôle social important dans les transmissions des valeurs (solidarité, coopération, goût de l'effort, respect). Aujourd'hui, nous travaillons de concert - service de l'Etat (DDCS) Collectivités (Département), Mouvement sportif (CDOS) - pour accompagner les associations, dirigeants, bénévoles dans leurs projets associatifs sportifs, pour les informer, les former, les guider. Contribuer aussi au développement et à la mise en place des politiques publiques sur les thématiques du sport santé, sport et handicap, sport et citoyenneté. Nous veillons à la prise en compte d'une équité quant aux territoires et aux disciplines, privilégiant les valeurs du sport et le vivre ensemble.
Qu'en sera-t-il demain ?

Nous ne savons pas aujourd'hui quel sera le budget de la future Agence du sport, dont la création a été annoncée par le Premier Ministre le 10 septembre et repris par la Ministre des Sports le 24 septembre. L'enjeu n'est pas simplement le budget des sports et l'impact qu'il peut avoir sur les fédérations mais bien aussi celui qui sera consacré au sport sur les territoires, nos comités, clubs et associations qui tous les jours sont confrontés à de nombreuses difficultés, faute de soutiens nécessaires (60 Comités départementaux, plus de 180.000 licenciés). Pour que les bénévoles agissent et s'investissent il est primordial qu'ils puissent s'appuyer sur des bases solides (moyens des fédérations et des Comités, soutien salarié, participation active des services de l'Etat) sans quoi le levier ne pourra plus fonctionner et le secteur privé ne s'intéressera pas à ce qui ne rapporte pas (sélection par l'argent).

Alors il nous faut réagir, mobiliser. Le CDOS 64 entend prendre sa part dans ce mouvement considérant qu'il est désormais temps de solliciter les clubs, les dirigeants, bénévoles, les familles, les encadrants, les bénéficiaires des actions portées par le Comité et plus largement les citoyens pour réaffirmer notre attachement à l'organisation du sport en France et demander haut et fort qu'il bénéficie de moyens à la hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux.

François MEYZENC,
Président du Comité Départemental
Olympique et Sportif 64.